

Brésil/Menacée de destitution

Rousseff assurera seule sa défense devant le Sénat

AFP
Brasilia/Brésil

La séquence, qui débutera le 25 août, devrait durer quatre à cinq jours. Difficile en revanche de dire quand prendra fin ce marathon politique.

LA présidente suspendue du Brésil, Dilma Rousseff, assurera personnellement sa défense devant le Sénat le 29 août, lors de la séance précédant le vote final qui conduira à sa "très probable" destitution, selon les experts. Elle est accusée d'avoir maquillé des comptes publics et signé des décrets engageant des dépenses non prévues au budget sans avoir demandé au préalable l'accord du Parlement, une pratique à laquelle ses prédécesseurs avaient largement eu re-

cours. Cette séquence, qui débutera le 25 août et devrait durer quatre à cinq jours, verra le Sénat se transformer en tribunal présidé par le président de la Cour suprême, Ricardo Lewandowski. Voici les principaux points de l'ultime étape de ce marathon politique, après l'accord passé mercredi entre M. Lewandowski, le président du Sénat Renan Calheiros et les leaders des partis politiques.

- **Judi 25 août** : ouverture à 9H00 locales (13H00 au Gabon) de la séance extraordinaire afin de juger la présidente Rousseff pour "crime de responsabilité" présumé avec l'interrogatoire des témoins : deux de l'accusation et quatre de la défense. Il sera fait par M. Lewandowski, les sénateurs et les avocats des deux parties.



Photo : AFP

La présidente suspendue Dilma Rousseff a décidé de se faire sa propre avocate lors du procès en destitution instruit à son encontre au Sénat.

- **Vendredi 26 août** : suite de l'interrogatoire des témoins qui devrait prendre fin le vendredi soir mais pourrait se poursuivre pendant le week-end.

- **Lundi 29 août et jours suivants jusqu'au vote** : ouverture de la séance à 09H00 locales (13H00 au Gabon) avec Dilma Rousseff qui aura droit à une intervention de 30 minutes avant d'être inter-

rogée par le président de la Cour suprême, les sénateurs et avocats des deux parties. S'en suivra le débat entre les 81 sénateurs, chacun disposant d'un temps de parole de 10 minutes. Cette étape devrait durer une vingtaine d'heures. Après ce débat, les avocats de l'accusation et de la défense auront une heure et demie chacun pour s'adresser aux sénateurs, avant leur vote.

- **Vote final : sans date définie.** Il interviendra une fois les étapes précédentes finalisées. "Il n'y a pas de délai pour terminer", a réaffirmé mercredi M. Lewandowski. Les 81 sénateurs voteront au moyen d'une urne électronique pour dire si Mme Rousseff est innocente ou coupable d'avoir violé la Constitution. Si la majorité des deux tiers (54 sénateurs) votent en faveur de sa condamnation, elle sera définitivement destituée de son poste de présidente et ne pourra plus exercer de fonction publique pendant huit ans. C'est le président par intérim (et son ex vice-président) Michel Temer qui la remplacera jusqu'à la fin de son mandat en 2018. Dans le cas contraire, l'affaire sera classée et elle terminera son mandat.

L'Afrique en bref

• **Congo/Justice. Mokoko : demande rejetée**
Le tribunal de Brazzaville a rejeté hier la demande de mise en liberté du général Jean-Marie Michel Mokoko, candidat malheureux à la présidentielle du 20 mars, inculpé et détenu depuis mi-juin pour "atteinte à la sûreté intérieure de l'État".

• **Nigeria/Islamistes. Boko Haram attaque un convoi de personnel de l'immigration**
Des membres du groupe islamiste Boko Haram ont attaqué un convoi de personnel de l'immigration nigériane et de marchands qui se rendaient à Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria, tuant les 5 commerçants, a-t-on appris mercredi de source militaire.

• **RDCongo/Manifestations. Couvre-feu à Beni et Butembo**
Les autorités congolaises ont décrété hier un couvre-feu à Beni et Butembo, deux villes de l'est de la République démocratique du Congo, au lendemain de manifestations anti-gouvernementales violemment réprimées par les forces de l'ordre.

A travers le monde

• **Espagne/Gouvernement. Conservateurs et libéraux vont négocier**
Le chef de l'exécutif Mariano Rajoy a annoncé hier l'ouverture dès demain de négociations avec le parti libéral pour obtenir son appui à un gouvernement minoritaire qui sortirait l'Espagne d'une impasse politique de huit mois, après avoir accepté les mesures anticorruption posées comme conditions.

• **Pologne/Justice. Le président du Tribunal constitutionnel visé par une enquête**



Photo : AFP

Le parquet polonais a annoncé hier avoir ouvert une enquête à l'encontre du président du Tribunal constitutionnel, Andrzej Rzeplinski, en conflit ouvert avec les conservateurs au pouvoir à Varsovie.

• **Ukraine/Conflit. Trois soldats tués dans l'est**
Trois soldats ukrainiens ont été tués et six autres blessés lors de nouveaux affrontements entre les séparatistes prorusses et les forces gouvernementales dans l'Est de l'Ukraine, a annoncé hier un porte-parole militaire à Kiev.

Afrique du Sud/Quatre ans après le massacre de Marikana

Le gouvernement prêt à compenser les familles des victimes

AFP
Johannesburg/Afrique du Sud

Trente quatre mineurs étaient tombés sous les balles de la police. Des dizaines d'autres avaient été blessés.

LE gouvernement sud-africain est prêt à compenser financièrement "dans les prochains mois" les familles des victimes du massacre de Marikana, au cours duquel 34 mineurs en grève avait été tués et des dizaines d'autres blessés par la police en 2012, a annoncé hier la présidence. Les mineurs, qui réclamaient le doublement de leur salaire, avaient été abattus le 16 août 2012 à Marikana, sur le site de la

mine de platine de la société Lonmin, par la police venue briser la grève, dans la pire fusillade policière depuis la fin de l'apartheid en 1994. Cette mine est située à quelque 140 km au nord-ouest de Johannesburg. L'an dernier, les familles des victimes avaient déposé des plaintes au civil contre l'état sud-africain, réclamant des compensations pour les 326 personnes qui dépendaient financièrement des mineurs tués. Le gouvernement "est prêt à faire une offre pour mettre fin au litige dans les prochains mois", une fois qu'un montant sera déterminé, indique le communiqué de la présidence. "Le gouvernement est actuellement en train de déterminer la somme pour



Photo : AFP

Deux jours après la commémoration, sur les lieux même, du 4e anniversaire du massacre de Marikana, le gouvernement se dit disposé à compenser financièrement les familles des victimes.

chaque plaignant (...) pour régler les actions en justice", précise le texte. Selon Bongani Ngqulunga, le porte-parole de la présidence interrogé par l'AFP, les plaintes concernent des proches qui ont perdu leur soutien financier mais aussi des blessés lors de la tue-

rie ou des personnes ayant été arrêtées abusivement. Cette proposition intervient deux jours après la commémoration à Marikana des quatre ans du massacre. Aucun membre du gouvernement n'était présent à cette commémoration. Le massacre avait été précédé pendant plusieurs jours de violents affrontements entre grévistes, vigiles de la mine et policiers, qui avaient fait dix morts.

Libye/Conflit

Au moins 10 soldats tués dans deux attentats jihadistes à Syrte

AFP
Tripoli/Libye

AU moins dix soldats des forces progouvernementales libyennes ont été tués hier dans deux attentats suicide à la voiture piégée menés par le groupe jihadiste Etat islamique à l'ouest de Syrte, selon leur centre presse. Un premier bilan du centre de presse des forces du gouvernement libyen

d'union nationale (GNA) a indiqué que "les corps de 10 martyrs tués par deux attentats à la voiture piégée de même que 20 blessés étaient arrivés à l'hôpital de campagne de Syrte" située à 450 km à l'est de Tripoli. Les deux attentats se sont produits à Gharbiyate, une zone à l'ouest de Syrte, sous contrôle des forces progouvernementales depuis plus d'un mois, a indiqué à l'AFP Rida Issa, porte-parole du centre de presse

des forces progouvernementales. Selon lui, "les attentats ont eu lieu près d'un centre de collecte et de distribution de vivres et de matériel pour les forces du GNA" à Gharbiyate. "Cette région ayant été décrétée zone militaire, il est vraisemblable que les victimes soient tous des militaires", a indiqué ce responsable. Dans la seule journée de mardi, les jihadistes de l'EI, qui ont pris le contrôle de Syrte en juin

2015, avaient mené neuf attentats suicide pour tenter de maintenir leurs positions dans un quartier qu'il avait finalement perdu. Les forces du GNA, qui tentent avec l'opération militaire lancée le 12 mai de reprendre ce principal fief de l'EI situé dans le centre de la Libye, avaient annoncé la reprise mardi de l'un des derniers secteurs tenus par l'EI. La reprise la semaine dernière du QG des jiha-

distes situé dans le centre Ouagadougou, un imposant bâtiment érigé par l'ex-dictateur Mouammar Kadhafi pour accueillir sommets et conférences, a dynamisé les forces loyalistes. Aidées par des bombardements aériens des Etats-Unis depuis le 1er août, elles ont enregistré d'importants succès ces derniers jours en chassant les jihadistes de leur QG, au centre-ville, de l'université puis du bâtiment de la radio.